

Juriste chargé(e) de projet en CDD de remplacement de congé maternité Accès au Droit et Santé Mentale

Depuis le 1er mai 2009, Droits d'urgence a mis en place un projet innovant intitulé « **Accès au droit et santé mentale** » dont le but est de réaliser et développer l'accès au droit des personnes en situation d'exclusion souffrant de troubles psychiques ou psychiatriques.

A travers ce projet, un pôle juridique spécialisé a été créé, composé actuellement de deux juristes, dont une coordinatrice, intégrés à 3 établissements psychiatriques : Etablissement Public de Santé Maison Blanche, Centre Hospitalier de Sainte-Anne, Association de Santé Mentale du XIIIème arrondissement (ASM 13).

Cel/cette juriste chargé(e) de projet aura pour fonctions de :

1. Assurer l'accès au droit des personnes :

- Participer aux commissions techniques (auxquelles participent un référent médical, un référent social, la.e juriste référent ainsi que tout professionnel de l'établissement intéressé) au sein des établissements de soins ;
- Assurer un soutien renforcé à l'orientation des patients sur les dispositifs d'accès au droit de droit commun ;
- Tenir les permanences juridiques généralistes à l'exclusion du droit de la santé : accueillir, écouter, informer et accompagner les personnes en situation de précarité dans leurs démarches administratives et juridiques, notamment en prenant en charge tout type de recours, courriers...;
- Assurer la saisine du pôle d'avocats spécialisés dédié au dispositif ;

2. Travailler en partenariat avec les équipes médicales et le pôle d'avocats :

- Répondre par téléphone aux difficultés juridiques ponctuelles rencontrées par les travailleurs sociaux dans le cadre de leur mission d'accompagnement, aider à trouver les partenaires compétents et effectuer les recherches juridiques nécessaires ;
- Participer à l'organisation des sessions d'information et de formation-sensibilisation juridiques adaptés aux besoins rencontrés par les équipes ;

3. Assister la coordinatrice du dispositif :

- Elaborer et entrer les statistiques mensuelles et annuelles ;
- Aider à la rédaction du rapport d'activité annuel, d'articles... ;
- Représenter le dispositif dans le cadre de réunions partenariales ou institutionnelles diverses (CLSM, cellules précarité, ASV, comité de pilotage,...)

4. Participer à la vie de l'association :

- Participer aux autres activités de l'association et assurer les tâches communes ;
- Participer au groupe de travail sur le droit des étrangers ;
- Répondre aux demandes d'informations ou d'orientation du public par téléphone ;

Profil du candidat :

Formation : BAC + 4 ou 5 en droit

Expérience : Compétences généralistes, avec parfaite connaissance du droit des étrangers

Qualités et compétences : Intérêt appuyé pour la lutte contre l'exclusion et la santé mentale
Sens de l'écoute, de la confidentialité
Sens du contact et du travail en équipe
Capacité d'adaptation, diplomatie
Rigueur, autonomie et réactivité
Aisance relationnelle pour représenter l'association dans les instances

Statut :

CDD temps plein de remplacement de congé maternité, basé au siège de l'association : 1, passage du buisson Saint-Louis 75010 Paris + nombreux déplacements *intra muros*

Séances de supervision collectives

Salaire : 1600 € brut, à négocier selon expérience

Poste à pourvoir à partir du 9 juillet 2018.

Merci d'adresser vos CV et lettre de motivation par email à Clarisse BARJOU et Marion SPECKLIN (cbarjou@droitsdurgence.org; mspecklin@droitsdurgence.org) avant le 7 juin 2018.